Baromètre breton du développement durable et solidaire

Commune: .....

Code postal : .....

Code INSEE : .....

Nombre d'habitants : .....

Superficie: .....

Communauté de communes : .....

Nombre d'habitants : .....

Cohérence
DÉVELOPPEMENT DURABLE

Le questionnaire doit être rempli, si possible, avec le maire ou son représentant et un ou plusieurs représentants d'associations locales.
Ne pas oublier de compléter cette page et de signer en fin de questionnaire

A retourner **le plus rapidement possible** afin d'en faciliter le traitement à :

Réseau Cohérence
6 rue de rochambeaux
56100 Lorient
Tel 02 97 84 98 18
contact@reseau-coherence.org

www.barometredudeveloppementdurable.org

Les partenaires du Baromètre breton du développement durable

Koninkrijk der Nederlanden

Conseil General Finistere Penn-ar-Bed

Objectif du questionnaire:

Ce questionnaire a pour objectif de permettre aux communes de Bretagne de se situer dans leur prise en compte du développement durable et solidaire au regard de 113 questions.

Il permet aux communes de mettre en avant certaines de leurs pratiques et apporte des éléments de réflexion afin d'engager d'autres actions, tout en créant un échange entre la commune et les citoyens.

Quelques remarques préalables:

Ce questionnaire n'est qu'une première étape.

L'idée n'est pas de faire « un contrôle » mais plutôt à l'occasion de ces questions de mesurer ensemble tous les aspects possibles du développement durable, de situer une dynamique.
Cette globalité difficile à appréhender, est vue **sous l'angle incitatif.**

Les questions sembleront parfois anodines, parfois complexes, parfois trop généralistes, parfois trop spécialisées.
C'est le nombre de question: 114, et le barème des points attribués à chaque question qui permettra de dégager une image du développement durable sur le territoire de la commune.

Le Baromètre est destiné à mettre en valeur les pratiques d'un territoire sur lequel interviennent différentes collectivités avec différentes compétences: commune, établissement public de coopération intercommunale (EPCI) qui regroupe plusieurs communes au sein d'une Communauté de communes ou d'Agglomération, Pays, Département, Région, Etat…

Le questionnaire est très largement perfectible.
Nous comptons sur la collaboration des élus pour l'améliorer.

Les réponses attendues sont OUI ou NON.
Il est possible de ne pas se prononcer (cocher NSP) mais cela apparaîtra sur le site internet.

Répondre NON peut paraître frustrant lorsque la commune a déjà fait d'importants efforts qui pourraient justifier un OUI à 70%.
Cocher la case NON c'est se réserver une marge de progression pour la prochaine évaluation.

Lorsque la question porte sur une sensibilisation ou une incitation la réponse OUI implique une réalité formelle et répétitive à destination de toute la commune.

Lorsque la question porte sur un soutien la réponse OUI implique un réel engagement: financement, mise à disposition de matériel, de personnel ou de locaux.

Il est possible de formuler des remarques à chaque question.
Noter les remarques en fin de questionnaire, rappeler le numéro de la question.

OUI ☐ **NON** ☐ nsp ☐ EPCI: ☐ Pays ou autre, préciser: ☐

cocher pour : ne se prononce pas

la mise en œuvre est réalisée par l'EPCI, cocher cette case.

la mise en œuvre ne relève pas non plus de l'EPCI mais d'une autre collectivité (Pays, Département, Région, Etat…) préciser :

Vos remarques et suggestions:

Il est possible à la fin de chacun des 4 thèmes abordés de formuler des questions que l'élu aurait souhaité que l'on pose. Cela donne à l'élu la possibilité de valoriser des pratiques locales. Certaines questions ainsi posées viendront enrichir la prochaine version du questionnaire.

Thème de l'économie

ACHATS DURABLES

1 La commune s'intéresse-t-elle aux conditions de fabrication et de transport de ses achats ?

OUI | NON | nsp | EPCI: | Pays ou autre, préciser:

Que les achats de la commune soient locaux ou qu'ils proviennent de l'étranger, la commune doit se poser la question des conditions sociales et environnementales de la production et de transport de ses achats (émission de gaz à effets de serres). *Exemple : La Commune de Langouët refuse l'utilisation de bois tropical dans les bâtiments publics dans la mesure ou ces matières premières sont menacées de disparition.*	

2 Votre commune intègre-t-elle des clauses sociales ou environnementales dans ses appels d'offre ?

OUI | NON | nsp | EPCI: | Pays ou autre, préciser:

Le Code français des marchés publics autorise l'introduction de dispositions visant à « promouvoir l'emploi de personnes rencontrant des difficultés particulières d'insertion, à lutter contre le chômage ou à protéger l'environnement ». Illustrations : l'habillement des agents de collectivité doit être fabriqué dans des conditions de travail décentes et prévoir une rémunération équitable des travailleurs. Une commune peut décider également de n'acheter que du café issu du commerce équitable. *Exemple : La commune de Lanester.*	http://www.ecologie.gouv.fr/IMG/pdf/PNAAPD.pdf

3 Votre commune est elle signataire de la campagne « 500 villes s'engagent pour un commerce équitable » ?

OUI | NON | nsp | EPCI: | Pays ou autre, préciser:

La Campagne « 500 villes s'engagent pour un commerce équitable » comporte 2 axes : la consommation de produits du commerce équitable par les collectivités et l'information et la sensibilisation des employés publics et des citoyens sur le commerce équitable. En savoir plus sur le site de la campagne :	http://www.maxhavelaarfrance.org/sengager/collectivite.htm

4 Votre commune a-t-elle exclu les produits OGM (produits végétaux et issus d'animaux nourris aux OGM) de ses restaurants collectifs ?

OUI | NON | nsp | EPCI: | Pays ou autre, préciser:

Les plantes génétiquement modifiées (OGM) posent des questions non seulement en matière de protection de la santé et de l'environnement, mais également dans les domaines éthique et économique. Acheter non OGM, c'est encourager et soutenir les producteurs bretons engagés dans une démarche éthique et de qualité. *Exemple : La commune de Rennes exclut de ses restaurants scolaires les produits OGM.* Pour consommer sans OGM consulter le site:	www.consommersansogmenbretagne.org

5	**Votre commune intègre-t-elle régulièrement (au moins une fois par mois) des produits biologiques locaux dans ses restaurants collectifs ?**						
OUI		**NON**		nsp		EPCI:		Pays ou autre, préciser:	
Introduire des produits bio locaux dans les restaurants scolaires c'est favoriser le développement d'une agriculture respectueuse de l'environnement, des paysages et du bien être animal. En favorisant des produits locaux, la commune contribue à relocaliser son économie agricole et agro-alimentaire et ses emplois. *Exemple : La commune de Ploemeur n'utilise dans ses restaurants scolaires que des tomates et les pommes de terre Bio de saison.* Pour en savoir plus contacter Inter Bio Bretagne							http://www.interbiobretagne.asso.fr/Default.htm

6	**Votre commune a-t-elle équipé son parc informatique en logiciel libre de bureautique ?**						
OUI		**NON**		nsp		EPCI:		Pays ou autre, préciser:	
Un logiciel libre est un logiciel dont la licence dite libre donne à chacun le droit d'utiliser, d'étudier, de modifier, de dupliquer, de donner et de vendre le logiciel.							

INCITATION A LA RESPONSABILITE SOCIALE ET ENVIRONNEMENTALE DES ACTEURS ECONOMIQUES

7	**Votre commune mène-t-elle des actions sur la Responsabilité Sociale et Environnementale des entreprises ?**						
OUI		**NON**		nsp		EPCI:		Pays ou autre, préciser:	
La **R**esponsabilité **S**ociale et **E**nvironnementale des entreprises signifie qu'une entreprise qui souhaite s'inscrire dans cette démarche doit intégrer des préoccupations sociales, environnementales et économiques dans **ses** activités mais aussi dans les relations qu'elle entretient avec ses parties prenantes. En savoir plus sur le site de l'Observatoire de la Responsabilité Sociétale des Entreprises:							http://www.orse.org/fr/home/index.html

8	**Votre commune prend-elle en compte formellement des critères sociaux et environnementaux pour l'attribution des aides aux entreprises ?**						
OUI		**NON**		nsp		EPCI:		Pays ou autre, préciser:	
Exemple : La Région Centre a revu récemment son mode d'attribution des aides économiques aux entreprises qui tient compte des volets environnemental et social.							

9	**Votre commune a-t-elle créé un prix, ou toute autre forme de valorisation, pour les initiatives provenant d'une entreprise s'inscrivant dans une logique de développement durable ?**						
OUI		**NON**		nsp		EPCI:		Pays ou autre, préciser:	
Soutenir, promouvoir, communiquer sur les efforts et les initiatives locales et soutenables qui ont été menées par des entreprises du territoire c'est sensibiliser les habitants à la possibilité de dynamiser le territoire et de créer de l'emploi dans une logique durable et soutenable. Créer une émulation entre les entreprises du territoire et créer des synergies en partageant les expériences							

10	**Lors des chantiers de construction/démolition ou d'aménagements urbains, imposez vous un cahier des charges en termes de gestion des déchets, de consommation d'eau et d'énergie et d'intégration paysagère, de protection des arbres existants ?**								
OUI		**NON**		nsp		EPCI:		Pays ou autre, préciser:	
Exemples remarquables des ZAC de Beignon et de Guer.									

11	**Votre commune incite-t-elle la valorisation des déchets entre entreprises ?**								
OUI		**NON**		nsp		EPCI:		Pays ou autre, préciser:	
Une commune peut mettre à la disposition des entreprises des bennes/containers pour faciliter le ramassage des déchets spécifiques par une autre entreprise. *Exemple des abattoirs Bigard à Quimperlé dont certains déchets sont envoyés à l'usine d'aliment pour animaux Friskies.*									

12	**Votre commune a-t-elle une Charte du tourisme durable pour les prestataires du tourisme sur votre territoire ?**								
OUI		**NON**		nsp		EPCI:		Pays ou autre, préciser:	
Compte tenu de l'importance grandissante du tourisme dans le tissu économique mondial, la Charte du tourisme durable rappelle que le développement touristique doit reposer sur des critères de durabilité ; il doit être supportable à long terme sur le plan écologique, viable sur le plan économique et équitable sur le plan éthique et social pour les populations locales.								http://www.tourisme-solidaire.org/ressource/pdf/charte_ts.pdf	

SOUTIEN A L'ECONOMIE SOCIALE ET SOLIDAIRE

13	**Votre commune finance-t-elle une association ou une entreprise en direction des personnes âgées dépendantes (centre d'hébergement, aide à domicile…) ?**								
OUI		**NON**		nsp		EPCI:		Pays ou autre, préciser:	
Soutien de la commune pour le maintien à domicile des personnes âgées.									

14	**Votre commune soutient-elle l'implantation locale d'acteurs économiques s'impliquant dans le secteur de l'éco-habitat ou d'autres activités à vocation écologique ?**								
OUI		**NON**		nsp		EPCI:		Pays ou autre, préciser:	
Exemple : La commune de Trémargat a soutenu l'installation de l'entreprise TerraChanvre qui valorise la culture locale du chanvre pour l'isolation de l'habitat.									

15	**Votre commune finance-t-elle ou soutient-elle matériellement une association pour l'insertion ?**	
OUI	**NON** nsp EPCI: Pays ou autre, préciser:	
Exemple urbain : Une régie de quartier regroupe des collectivités locales, des logeurs sociaux et des habitants. Elle se traduit par une activité économique qui favorise l'insertion sociale et professionnelle d'habitants en difficulté et l'émergence de nouveaux services. *Exemple rural : A Plouezec, l'intercommunalité a favorisé un espace solidaire pour de nouvelles formes d'insertion en milieu rural. Chacun donne du temps (épicerie sociale et potager communautaire) et reçoit une aide alimentaire.* *Autres exemples: Brest, Pacé, Ploemeur et Ploermel ont un jardin biologique collectif à vocation d'insertion avec le Réseau Cocagne.*		http://www.cnlrq.org/ http://www.ville-emploi.asso.fr/

POLITIQUE DE L'EMPLOI ET DYNAMISME DU TERRITOIRE

16	**Votre commune a-t-elle identifié les activités économiques spécifiquement liés à son territoire ?**	
OUI	**NON** nsp EPCI: Pays ou autre, préciser:	
Exemple : La commune de Langouet avec le soutien de la Communauté de Communes du Val d'Ille a mis en place un Pôle de l'Economie Social et Solidaire. *Autre Exemple : La Charte du tourisme durable avec la ville de Loudéac.*		

17	**Votre commune finance-t-elle de moyens d'accompagnement des demandeurs d'emploi de son territoire, notamment pour les réorienter vers des formations ?**	
OUI	**NON** nsp EPCI: Pays ou autre, préciser:	
Exemple : Point accueil emploi. Proposition de formation / accompagnement (comment rédiger CV, lettre de motivation)		

18	**Votre commune garantit-elle l'éligibilité à l'internet haut débit (ADSL) sur tout son territoire ?**	
OUI	**NON** nsp EPCI: Pays ou autre, préciser:	
Il s'agit de permettre le développement d'activités en tout point du territoire, de dématérialiser au maximum les échanges, de réduire la fracture numérique…		

19	**Votre commune favorise-t-elle les commerces de proximité par des mesures concrètes ?**	
OUI	**NON** nsp EPCI: Pays ou autre, préciser:	
La proximité du service, la mixité sociale nécessitent le maintient dans les centres villes et centres bourgs de commerces et d'activités artisanales. La construction de grandes surfaces à la périphérie des villes fait mourir les petits commerces de centre ville. Ce modèle commercial par ailleurs favorise le tout automobile. *Exemple : Guimäec - rachat d'un bâtiment en centre bourg pour y installer une superette qui a permis de maintenir l'épicerie.* *Exemple: SIZUN - Interdiction de construire des grandes surfaces en périphérie pour maintenir les petits commerces.*		

20	**Votre commune incite-t-elle les entreprises à mutualiser leurs moyens et à échanger leurs expériences afin de dynamiser le territoire et d'avoir une réflexion globale sur l'aménagement et le développement durable du territoire ?**								
OUI		**NON**		nsp		EPCI:		Pays ou autre, préciser:	
Exemple : création d'espaces d'échanges, de concertation des chefs d'entreprises									

21	**La commune sensibilise-t-elle ses habitants à la consommation de produits locaux ?**								
OUI		**NON**		nsp		EPCI:		Pays ou autre, préciser:	
La promotion des produits locaux permet de dynamiser l'économie locale mais aussi bien sur de réduire la quantité d'émissions de gaz à effet de serre. Cela passe par le maintien des circuits courts et de proximité comme les marchés, les petits commerces, la vente directe à la ferme, les AMAP,...								http://www.accueil-paysan-bretagne.com	

22	**Votre commune a-t-elle créé ou soutient-elle des commerces ou un marché de produits biologiques locaux ?**								
OUI		**NON**		nsp		EPCI:		Pays ou autre, préciser:	
Exemple du Marché biologique de Quéven									

23	**Votre commune favorise-t-elle l'implantation d'activités de production d'énergie renouvelable?**								
OUI		**NON**		nsp		EPCI:		Pays ou autre, préciser:	
Parc éolien, usine de Biogaz … *Exemple : Installation d'un parc éolien coopératif à Silfiac*									

24	**Votre commune favorise-t-elle le développement de la filière bois-énergie ?**								
OUI		**NON**		nsp		EPCI:		Pays ou autre, préciser:	
Le bois est une énergie renouvelable qui permet de créer de l'emploi local, de valoriser les haies bocagères et de limiter les émissions de gaz à effet de serre. Il doit bien évidemment être produits sur place et dans le cadre d'une gestion durable de la ressource locale. *Exemple: Pleyber-Christ - installation d'une chaudière-bois au centre culturel et mise en place d'une filière sur le territoire.*									

25	**Votre commune sensibilise-t-elle et incite-t-elle les habitants au développement de l'habitat durable ?**								
OUI		**NON**		nsp		EPCI:		Pays ou autre, préciser:	
Exemple : Landivisiau: aide aux particuliers pour l'installation de cuves à récupération d'eaux pluviales et chauffe-eau solaire. *Exemples: Langouët, Bazouges sous Hédé, Guimaëc, Plouégat-Guerrand - Mise en place d'un écolotissement avec restrictions et obligations dans la construction et l'équipement.*									

Questions que vous auriez souhaité que l'on pose dans le thème économie:

OUI		**NON**		nsp		EPCI:		Pays ou autre, préciser:	

OUI		**NON**		nsp		EPCI:		Pays ou autre, préciser:	

Thème de la solidarité

SOLIDARITE LOCALE

26	**Votre commune dispose-t-elle, via une société d'hlm ou autre organisme social, d'au moins 20% de logements sociaux sur son territoire ?**								
OUI		**NON**		nsp		EPCI:		Pays ou autre, préciser:	
Ceci est une obligation légale pour les communes dont la population est au moins égale 3 500 habitants et qui sont comprises dans une agglomération de plus de 50 000 habitants comprenant au moins une commune de plus de 15 000 habitants. Pour les communes n'appartenant pas à cette catégorie, il leur revient de favoriser la mixité sociale.									

27	**Lors de toute nouvelle construction collective, lotissement ou ZAC, votre commune réserve-t-elle des logements destinés au parc social ?**							
OUI		**NON**		nsp		EPCI:		Pays ou autre, préciser:	
Intégrer les logements sociaux au sein des lotissements doit favoriser la mixité sociale. *Exemple : La commune de Vezin dans le nouveau lotissement des « Champs bleus » a réservé 25% des habitations pour du logement social.*								www.ville-vezinlecoquet.fr/projets.htm	

28	**Votre commune dispose-t-elle (ou peut-elle acquérir) de réserves foncières lui permettant de céder des terrains en dessous des prix du marché pour les primo-acquéreurs (primo accédant) ?**							
OUI		**NON**		nsp		EPCI:		Pays ou autre, préciser:	
Les prix du foncier s'enflamment dans certaines communes. Maintenir un niveau de prix pour des catégories sociales modestes est essentiel pour générer une mixité sociale et dynamiser la vie locale. *Exemple : Commune de Saint Nolff*									

29	**Les habitants de votre commune ont-ils accès à des équipements publics sportifs et culturels, en transports en commun ou non motorisé, à moins de 20 minutes de chez eux ?**							
OUI		**NON**		nsp		EPCI:		Pays ou autre, préciser:	

30	**Votre commune met-elle à disposition un espace pour les jeunes (foyer rural, MJC, MPT…) accessible en transport en commun ou non motorisé, à moins de 20 minutes de chez eux ?**							
OUI		**NON**		nsp		EPCI:		Pays ou autre, préciser:	
Exemple: Squat de Pont-Scorff, espace jeunes pour 12/18 ans avec foyer.									

31	**Votre commune dispose-t-elle d'un espace public comprenant un accès gratuit aux nouvelles technologies (ADSL…) ?**								
OUI		**NON**		nsp		EPCI:		Pays ou autre, préciser:	
L'accès au monde de l'information par internet est comme "une révolution". Il est donc important que tous y aient accès. Ce questionnaire existe parce qu'il sera consultable par tous sur le net. *Exemple : Mise en place d'un espace Cybercommune à Mauron par l'inter-communalité.*									

32	**Votre commune a-t-elle mis en place un accueil de la petite enfance (crèche, halte garderie, relais assistantes maternelles…) ?**								
OUI		**NON**		nsp		EPCI:		Pays ou autre, préciser:	
Les Relais Assistantes Maternelles permettent aux parents-employeurs de l'information, aux enfants une socialisation en petits groupes du même âge, aux assistantes maternelles un partage avec des professionnels de la petite enfance.								www.pays-locmine.com/Enfance/RAM/Default.aspx?Art=6	

33	**Votre commune dispose-t-elle d'un système de gratuité ou de tarifs préférentiels des biens et services publics pour les personnes à revenus modestes ?**								
OUI		**NON**		nsp		EPCI:		Pays ou autre, préciser:	
L'accès à la culture, au sport, à des services publics pour tous nécessite un aménagement des tarifs pour les personnes à revenus modestes. *Exemple : La commune de Riantec a mis en place d'un système de tarifs préférentiels pour l'accès à la cantine des enfants issus de familles à revenus modestes.*									

34	**Votre commune soutient-elle activement une association locale d'entraide ?**								
OUI		**NON**		nsp		EPCI:		Pays ou autre, préciser:	
Exemple : La commune de Saint Nolff a favorisé l'installation d'une communauté Emmaüs sur son territoire,									

35	**Dans votre commune l'accessibilité à tous les bâtiments publics est-elle réalisée pour les personnes à mobilité réduite ?**								
OUI		**NON**		nsp		EPCI:		Pays ou autre, préciser:	
La loi du 11 février 2005 oblige d'ici 2015, toutes les collectivités locales à adapter leur bâtiment et transport public au personnes à moblité réduite.									

36	**L'accessibilité des transports publics est-elle adaptée pour les personnes à mobilité réduite dans votre commune ?**								
OUI		**NON**		nsp		EPCI:		Pays ou autre, préciser:	
Exemple : la commune de Landerneau a créé un service public de transport en commun pour, en priorité, les personnes âgées, défavorisées et les scolaires.									

37	**Votre commune mène-t-elle des actions de santé, des actions pour rester en forme ?**								
OUI		**NON**		nsp		EPCI:		Pays ou autre, préciser:	
Les Villes Santé de l'OMS : L'engagement dans le Projet Ville-Santé implique pour les municipalités l'adhésion à la "Santé Pour Tous" et aux principes de promotion de la santé tels qu'ils sont définis dans la Charte d'OTTAWA. *Exemples : Rennes, Saint Brieux, Lorient, Brest,…*								www.villes-sante.com	

38	**Votre commune facilite-t-elle l'accès des enfants porteurs d'handicap ou d'une problématique médicale spécifique dans les espaces publics de loisirs ?**								
OUI		**NON**		nsp		EPCI:		Pays ou autre, préciser:	
Exemple : Loisirs Pluriel est une association qui a pour but de favoriser, le partage d'activités entre enfants handicapés et valides, dans le cadre des loisirs et de vacances. Cette association, en partenariat avec ces communes, a des Centres à Quimper, Rennes, Saint-Brieuc, Saint-Malo et Vitré								http://www.loisirs-pluriel.com/	

39	**Votre commune organise-t-elle au moins un chantier collectif annuel ?**								
OUI		**NON**		nsp		EPCI:		Pays ou autre, préciser:	
Les chantiers collectifs, (ex: nettoyage de chemins), favorisent le lien social autour de la préservation ou de la réhabilitation d'un espace du patrimoine collectif.									

40	**Votre commune organise-t-elle des événements ludiques/festifs-culturels dans le but de rassembler toutes les catégories de population de son territoire afin de favoriser la mixité sociale et inter-générationnelle ?**								
OUI		**NON**		nsp		EPCI:		Pays ou autre, préciser:	
Exemple : organiser un repas de quartier									

41	**Votre commune soutient-elle le développement des langues bretonnes (Breton ou Gallo) ?**								
OUI		**NON**		nsp		EPCI:		Pays ou autre, préciser:	
Exemple : Les communes de Pouldergat, Milizac et Gouesnou ont signé la charte "Ya d'ar brezhoneg / Oui au Breton"								http://www.ofis-bzh.org/fr/office/partager_actions/ya_dar_brezhoneg.php	

42	**Votre commune mène-t-elle des actions d'intégration pour les migrants, travailleurs étrangers, réfugiés politiques, gens du voyage...?**								
OUI		**NON**		nsp		EPCI:		Pays ou autre, préciser:	
L'intégration des migrants passe par des actions très concrètes : cours d'alphabétisation, accompagnement administratif, mise à disposition de terrains… *Exemples : Aménagement de terrain d'accueil des gens du voyage à Douarnenez ou le Centre des relations internationales du Finistère basé à Brest.*									

43	**Votre commune a-t-elle créé un espace de jardins familiaux ou de jardins collectifs ?**							
OUI		**NON**		nsp		EPCI:		Pays ou autre, préciser:	
Les jardins familiaux permettent de développer la vie sociale et sont de véritables poumons verts au sein des grandes villes. C'est aussi un formidable lieu d'éducation à l'environnement pour les enfants. Ils peuvent avoir un intérêt économique non négligeable. De plus savoir jardiner c'est très bon pour la santé ! Il existe aussi la formule citadine dite des jardins partagés. *Exemple : La ville de Brest avec l'association "Vert le Jardin".*								http://vertlejardin.infini.fr

44	**Votre commune apporte-t-elle un soutien aux artistes et créateurs locaux ?**							
OUI		**NON**		**nsp**		EPCI:		Pays ou autre, préciser:	
Ce soutien peut être sous forme financière ou de mise à disposition de locaux ou de matériel. Ce soutien peut aussi être sous forme de communication (publicité) répétitive.								

45	**Votre commune applique-t-elle la disposition légale dite « du 1 % artistique » (ou parfois « 1 % culturel » ou encore « 1 % décoratif ») instituant la création d'euvres d'artistes-plasticiens actuels associés à la création architecturale publique ?**							
OUI		**NON**		**nsp**		EPCI:		Pays ou autre, préciser:	

46	**Votre commune favorise-t-elle les liens entre artistes/créateurs et différents publics : jeunes, personnes âgées ? Favorise-t-elle leur intervention dans les écoles et maisons de retraite ?**							
OUI		**NON**		**nsp**		EPCI:		Pays ou autre, préciser:	

SOLIDARITE AU MONDE

47	**Votre commune sensibilise-t-elle ses habitants aux questions de solidarité internationale ?**							
OUI		**NON**		nsp		EPCI:		Pays ou autre, préciser:	
La solidarité "internationale" s'applique à ceux qui sont au-delà de "chez nous", là-bas, au-delà de nos frontières. C'est un partage de peuple à peuple, de société à société. La commune peut par exemple participer à la semaine de la solidarité internationale.								www.lasemaine.org

48	**Votre commune dispose-t-elle d'un budget dédié à la solidarité internationale, dans le cadre d'un jumelage ou d'une coopération avec des pays en voie de développement ?**							
OUI		**NON**		nsp		EPCI:		Pays ou autre, préciser:	

49	**Dans ses actions de solidarité internationale, la commune intègre-t-elle des préoccupations de développement durable ?**								
OUI		**NON**		nsp		EPCI:		Pays ou autre, préciser:	
Exemple: Jumelages équitables Ville de Fougères								www.mairie-fougeres.fr/agir/jumelage/index.php	

50	**Votre commune a-t-elle établi des liens formels avec les pays dont sont issues les communautés immigrées du territoire ?**								
OUI		**NON**		nsp		EPCI:		Pays ou autre, préciser:	

51	**Votre commune organise-t-elle des événements culturels réguliers valorisant la culture locale, mais aussi les découvertes inter-culturelles ?**								
OUI		**NON**		nsp		EPCI:		Pays ou autre, préciser:	

52	**Votre commune dépense-t-elle plus de 0,50 € par habitant par an pour la solidarité internationale ?**								
OUI		**NON**		nsp		EPCI:		Pays ou autre, préciser:	
Exemple: Fonds solidaire assainissement (Loi Malraux)									

53	**Votre commune sensibilise-t-elle et incite-t-elle ses habitants à la consommation de produits issus du commerce équitable et solidaire ?**								
OUI		**NON**		nsp		EPCI:		Pays ou autre, préciser:	
Exemple: La commune de St Aubin distribue des petits déjeuners équitables									

54	**Votre commune finance-t-elle des projets d'éducation aux enfants du monde ?**								
OUI		**NON**		nsp		EPCI:		Pays ou autre, préciser:	
Exemple : Le label "Ville Amis des enfants" décerné à Vannes et à Saint-Avé par l'UNICEF.								http://www.villesamiesdesenfants.com	

Questions que vous auriez souhaité que l'on pose dans le thème de la solidarité:

OUI		**NON**		nsp		EPCI:		Pays ou autre, préciser:	

OUI		**NON**		nsp		EPCI:		Pays ou autre, préciser:	

Thème de l'environnement

ECONOMIES D'EAU ET D'ENERGIE

55 **Votre commune s'est-elle fixée des objectifs en terme d'économie d'énergie et d'eau au sein de services dont elle a la charge (bâtiments municipaux, écoles, éclairage…)?**

OUI | NON | nsp | EPCI: | Pays ou autre, préciser:

Un diagnostic approfondi des différents postes consommateurs d'énergie et d'eau permet de détecter les économies d'énergie potentielles. La réalisation d'un diagnostic énergétique est une étape préalable indispensable pour mettre en place des actions et des investissements efficaces et rentables. *Exemple de la ville de Lorient qui a équipé ses bâtiments publics d'économiseurs d'eau.*	

56 **Pour l'éclairage public, votre commune a-t-elle remplacé au moins 50% de ses ampoules classiques par des ampoules basse consommation ?**

OUI | NON | nsp | EPCI: | Pays ou autre, préciser:

Les ampoules basse consommation, types LED, permettent de consommer jusqu'à 10 fois moins qu'une ampoule à incandescence classique tout en possédant une durée de vie 100 fois supérieure, à luminosité et qualité de lumière égale. Ces ampoules ont un prix d'achat plus élevé mais elles sont largement rentabilisées à terme.	http://www.led-fr.net

57 **Votre commune a-t-elle mis en place une programmation horaire au niveau de la gestion de tous ses équipements consommateurs d'énergie ?**

OUI | NON | nsp | EPCI: | Pays ou autre, préciser:

Les veilles de nombreux appareils laissent penser que ceux-ci sont éteints alors qu'ils continuent à consommer de l'électricité en pure perte. La programmation horaire des équipements, par exemple pour l'éclairage public, permet de réaliser des économies d'énergie sans amener de gêne pour les habitants.	

58 **Votre commune a-t-elle élaboré un cahier des charges des éco-conditionnalités (économies d'énergie et eau) dans l'élaboration des projets immobiliers (particuliers, privés et bailleurs sociaux) sur son territoire ?**

OUI | NON | nsp | EPCI: | Pays ou autre, préciser:

Inciter les particuliers à s'équiper d'installations qui permettront des économies d'énergies et d'eau est essentiel. De même il est nécessaire d'inciter les particuliers à réaliser des installations de récupération d'eau de pluie. De l'incitation à l'obligation le pas est parfois difficile, certaines communes ont osé. Imposer chauffe eau solaire, isolation renforcée et récupération des eaux de pluie est possible pour les nouveaux programmes. *Exemples : Les constructions écologiques des communes de Langouët et de Bazouges sous Hédé. La commune de Chevaigné en Ille et Vilaine qui a équipé dans son nouveau lotissement, 27 maisons individuelles en systèmes de récupération d'eau.*	http://www.display-campaign.org http://www.cc-val-d-ille.fr/langouet/lotissement_eco.htm

59	**Votre commune incite-t-elle ses habitants à réaliser des diagnostics de leur consommation eau/énergie?**						
OUI		**NON**		nsp		EPCI:		Pays ou autre, préciser:	
Les espaces info-énergie couvrent désormais une large partie du territoire français. Ils ont pour mission principale l'information des citoyens sur la maîtrise de l 'énergie et les énergies renouvelables dans le but de faire comprendre à chacun qu'il peut, à son niveau, contribuer à cette politique d'économie. En savoir plus : Les points infos énergies en France.							http://www.ademe.fr/particuliers/PIE/InfoEnergie.html

60	**Votre commune a-t-elle un bâtiment public rénové ou conçu en très basse consommation d'énergie ?**						
OUI		**NON**		nsp		EPCI:		Pays ou autre, préciser:	
Le label Effinergie pour des bâtiments en basse consommation c'est 50kwH/m²/an en neuf et 80kwH/m²/an pour la rénovation. Voir le site Effinergie pour le référentiel précis suivant les régions et les constructions. *Exemple : La commune de Rostrenen fait construire une crèche parentale en basse consommation.*							www.effinergie.org

ENERGIES RENOUVELABLES

61	**Les bâtiments publics de la commune utilisent-ils de manière significative des énergies renouvelables ?**						
OUI		**NON**		nsp		EPCI:		Pays ou autre, préciser:	
Chaudières à bois, éoliennes, panneaux solaires thermiques et/ou photovoltaîques, biomasse, géothermie… Il existe de multiples solutions désormais selon les besoins et les caractéristiques du territoire. *Exemple : La commune de Lorient utilise une chaudière bois pour chauffer la mairie, le grand théâtre et la piscine municipale.* *Exemple la commune allemande de Fribourg s'est équipée d'un système de production de biogaz grâce au processus de méthanisation des déchets organiques de ses habitants.* En savoir plus : Le Comité de Liaison Energies Renouvelables							http://www.cler.org/info/rubrique.php3?id_rubrique=41

62	**Votre commune incite-t-elle ses habitants à investir dans des installations d'énergies renouvelables <u>ou</u> dans les économies d'énergie ?**						
OUI		**NON**		nsp		EPCI:		Pays ou autre, préciser:	
Exemple : La Communauté de Communes de Brest Métropole Océane ou les communes de Carhaix et Locquirec soutiennent financièrement l'acquisition par des particuliers de panneaux solaires ou thermiques.							http://www.lorient.fr/Energie.941.0.html

PROTECTION DU MILIEU NATUREL (terrestre, côtier et maritime)

63	Votre commune a-t-elle identifié et protégé les zones humides sur son territoire ?								
OUI		NON		nsp		EPCI:		Pays ou autre, préciser:	
On entend par zone humide les terrains exploités ou non, habituellement inondés ou gorgés d'eau douce, salée ou saumâtre de façon permanente ou temporaire. Elles constituent un patrimoine naturel irremplaçable et remplissent des fonctions "d'infrastructures naturelles" inégalables. En savoir plus Pôle relais Zones Humides									http://zones-humides.parcs-naturels-regionaux.tm.fr/zones_humides/

64	Votre commune a-t-elle mis en place une protection des zones agricoles et naturelles et du littoral, face à l'expansion urbaine ?								
OUI		NON		nsp		EPCI:		Pays ou autre, préciser:	SCoT
De plus en plus de personnes vivent en ville, cependant, cette urbanisation doit être intégrée à l'histoire et aux aménagements existants. Par ailleurs, les communes doivent pouvoir délimiter une ceinture verte au-delà de laquelle elles n'iront pas pour pouvoir laisser à l'agriculture et à la nature toute leur place. *Exemple : La commune de Groix a su maîtriser son développement et préserver ses paysages en révisant son Plan Local d'Urbanisme (PLU).*									

65	Les eaux souterraines et superficielles de votre commune sont-elles aux normes européennes ?								
OUI		NON		nsp		EPCI:		Pays ou autre, préciser:	
La qualité des eaux souterraines et superficielles (eaux brutes) dépend du contexte géographique, hydrographique et économique (région agricole, urbaine ou industrielle). Le taux maximum est de 50 mg/l dans les eaux superficielles et de 100 mg/l dans les eaux souterraines. Pour l'eau distribuée, le taux maximum est de 50 mg/l quelle qu'en soit la provenance. Le nombre guide pour les normes européennes est de 25 mg/l. *Exemple : Démarche de la Communauté de Communes de Lanvollon Plouha.*									

66	Votre commune a-t-elle mis en place des périmètres de protection des captages naturels ?								
OUI		NON		nsp		EPCI:		Pays ou autre, préciser:	
La protection des captages doit permettre d'éviter le dépôt de nitrates et de pesticides à proximité des captages. Les sols doivent donc être occupés pour faire en sorte que l'azote soit consommé par les arbres plutôt que de se retrouver dans l'eau. *Exemple de la commune de Malguénnac sur la communauté de communes de Pontivy.*									

67	**Votre commune a-t-elle mis en place une politique de développement du linéaire bocager sur son territoire ?**								
OUI		**NON**		nsp		EPCI:		Pays ou autre, préciser:	
Le linéaire bocager est en Bretagne un patrimoine naturel et historique. Il est essentiel pour l'équilibre du paysage et de la biodiversité. *Exemple de la commune de Guéhenno qui a mis en place une démarche de préservation du bocage.*									

68	**Votre commune dispose-t-elle d'un inventaire récent et détaillé (faune flore) des milieux naturels et des corridors écologiques (terrestres, maritimes et côtiers) ?**								
OUI		**NON**		nsp		EPCI:		Pays ou autre, préciser:	
L'expression « corridor écologique » désigne un ou des milieux reliant fonctionnellement entre eux différents habitats vitaux pour une espèce ou un groupe d'espèces (habitats, sites de reproduction, de nourrissage, de repos, de migration, etc.). Ils sont des outils efficaces pour préserver la biodiversité du territoire. En savoir plus : Document de la Fédération des parcs									http://www.parcs-naturels-regionaux.tm.fr

69	**Votre commune utilise-t-elle des techniques d'entretien des bas-côtés, et des fossés qui ne détruisent pas la biodiversité et n'entraînent pas l'érosion des sols ?**								
OUI		**NON**		nsp		EPCI:		Pays ou autre, préciser:	
Exemple: La gestion différenciée des bords de routes est proposée par l'AREHN.(Agence Régionale de l'Environnement de Normandie)									http://www.arehn.asso.fr

70	**Votre commune a-t-elle fait l'acquisition ou fait acquérir des sites naturels disposant de caractéristiques naturelles particulières à des fins de protection ?**								
OUI		**NON**		nsp		EPCI:		Pays ou autre, préciser:	

71	**Votre commune interdit-elle d'utiliser des pesticides sur les espaces communaux ?**								
OUI		**NON**		nsp		EPCI:		Pays ou autre, préciser:	
Les pesticides contribuent en grande partie à la pollution des eaux. D'autres solutions alternatives au désherbage chimique sont possibles. Il peut s'agir de désherbage thermique (par le feu ou la vapeur) ou mécanique (par la binette ou la balayeuse). *Exemple : Pays des Vallons de Vilaine ou bien encore la Ville de Rennes.* En savoir plus : Maison de la Consommation et de l'Environnement à Rennes.									http://www.zeropesticide.org http://www.paysdesvallonsdevilaine.fr/docs/guide_pesticides_1.pdf

72	**Votre commune a-t-elle pris une position publique contre les semences d'OGM en plein champs ?**							
OUI		**NON**		nsp		EPCI:		Pays ou autre, préciser:	
Les plantes génétiquement modifiées (OGM) posent des questions non seulement en matière de protection de la santé et de l'environnement, mais également dans les domaines éthique et économique. S'opposer aux OGM, c'est préserver sur son territoire la biodiversité et les filières agricoles de qualité. *Exemple : La commune de Corps Nuds a pris le temps du débat avec ses élus, ses agriculteurs et ses habitants avant de trancher en défaveur des OGM.*								http://www.ogm.gouv.fr/

73	**Votre commune favorise-t-elle les revêtements perméables lorsqu'il s'agit de construire un parking ou une voie de circulation ?**							
OUI		**NON**		nsp		EPCI:		Pays ou autre, préciser:	
Les grandes zones imperméables (parking) bouleversent le cycle de l'eau. Les surfaces perméables permettent l'infiltration des eaux de pluie et le remplissage des nappes phréatiques limitant les périodes de sécheresse.								

74	**Votre commune participe-t-elle à des actions de sensibilisation à la fragilité de la nature ?**							
OUI		**NON**		nsp		EPCI:		Pays ou autre, préciser:	
Exemple: La Chapelle des Fougeretz organise des manifestations de sensibilisation du grand public à la fragilité de la Nature;								

GESTION DES DECHETS

75	**Votre commune applique-t-elle un véritable tri sélectif de ses déchets à savoir la séparation en trois catégories (bio-déchets, cartons et plastiques recyclables, déchets non recyclables) ?**							
OUI		**NON**		nsp		EPCI:		Pays ou autre, préciser:	
Exemple: L'ensemble des communes sur le territoire de la communauté de communes de Lorient (Cap l'Orient) a réduit de 30% l'enfouissement des déchets entre 2002 et 2004 notamment grâce à la transformation des bio-déchets et végétaux en compost.								

76	**Votre commune mène-t-elle des actions incitatives en faveur de la réduction des déchets à la source ?**								
OUI		**NON**		nsp		EPCI:		Pays ou autre, préciser:	

Trier les déchets c'est bien, réduire leur quantité c'est encore mieux. Le transport, le stockage et l'incinération de ces déchets ont des conséquences environnementales majeures. *Exemple : La Passiflore (Fougères) a réalisé une étude sur la quantité de déchets produits par les ménages. 30 foyers ont pesé leurs déchets pendant un an. L'étude a démontré que ces ménages ont produit 5 fois moins de déchets tout en vivant normalement.* *Exemple collectif : Une recyclerie permet d'organiser la collecte et le tri des déchets « ménagers encombrants », maintenir leur état et les valoriser par le réemploi ; contrôler les objets, les nettoyer, les réparer ; revendre ces objets pour assurer des ressources propres et proposer des biens revalorisés à des prix faibles pour ceux qui en ont besoin.* Les avantages sont donc économiques (création d'activité) mais aussi environnementaux (la revalorisation et la réutilisation permet de détourner des objets de l'incinération et donc de préserver les ressources naturelles) et enfin les avantages sont également sociaux (création d'emplois pérennes, accès au travail à des personnes en difficulté, développement du lien social) En savoir plus : Fiche d'explication du concept de recyclerie:	http://www.recycleries-ressourceries.org/IMG/pdf/Panneau.pdf

77	**Le traitement des déchets de la commune se fait-il sur le département ?**								
OUI		**NON**		nsp		EPCI:		Pays ou autre, préciser:	

78	**Les boues d'épuration sont-elles valorisées au plus près du lieu d'assainissement (moins de 50 Km) sans pour autant être incinérées ?**								
OUI		**NON**		nsp		EPCI:		Pays ou autre, préciser:	

L'assainissement des eaux génère des boues. Ces résidus doivent être gérés et valorisés pour éviter leur exportation à des centaines de kilomètres ou leur incinération qui sont des aberrations écologiques. *Exemple : La commune de Pleyber-Christ dans le Finistère est la première a récolter et valoriser les boues d'épuration au sein d'une filière bois-énergie. Cette initiative permet de se substituer à l'épandage qui en Bretagne est parfois problématique.*	

79	**Votre commune favorise-t-elle le traitement des déchets organiques directement chez les particuliers ?**								
OUI		**NON**		nsp		EPCI:		Pays ou autre, préciser:	

On peut y arriver par la mise en vente de composteurs à la Mairie à prix réduit ou par la mise en place d'un système de broyeur municipal se déplaçant chez ses habitants pour récupérer les bio-déchets. *Exemple : Communauté de Communes de Quimperlé.*	

REDUCTION DES GAZ A EFFET DE SERRE

80	**Votre commune mène-t-elle des actions en faveur du covoiturage vers ses habitants ?**								
OUI		**NON**		nsp		EPCI:		Pays ou autre, préciser:	
Certaines communes créent des réseaux d'auto-partage. Exemple : La Communauté de Communes de Rennes Métropole a favorisé la création de l'association Covoiturage+								http://www.covoiturage.asso.fr/	

81	**Votre commune dispose-t-elle d'un nombre conséquent de voies de circulation en zone 30 km/h ?**								
OUI		**NON**		nsp		EPCI:		Pays ou autre, préciser:	
Une zone 30 délimite un périmètre urbain dans lequel non seulement la vitesse maximale autorisée est de 30 km/h pour tous les véhicules, mais où les aménagements sont tels qu'ils favorisent la cohabitation pacifique de tous les usagers. Elle participe également à diminuer les pollutions sonores et les émissions de gaz à effet de serre.									

82	**Votre commune développe-t-elle les rues et les espaces piétons ?**								
OUI		**NON**		nsp		EPCI:		Pays ou autre, préciser:	
Les zones piétonnes sont des endroits sécurisés pour les piétons et vélos. Ce sont des lieux relativement préservés de la pollution de l'air et de la pollution sonore. Ce sont des endroits dynamiques et créateurs de lien social qu'il est important de développer.									

83	**Votre commune a-t-elle encouragé la mise en place d'un "pédibus" ?**								
OUI		**NON**		nsp		EPCI:		Pays ou autre, préciser:	
Un pédibus est un système de ramassage scolaire à pieds. Ce système permet d'éviter les problèmes de congestion aux abords des écoles et les risques qui les accompagnent en plus d'être créateur de lien social et d'être bon pour la santé. *Exemple : Les communes de Gestel, Caudan, Lanester ont déjà mis en place le Pédibus*									

84	**Votre commune organise-t-elle ses aménagements de manière à favoriser les transports en commun (parking de co-voiturage, mise en liaison des transports en commun, ……) ?**								
OUI		**NON**		nsp		EPCI:		Pays ou autre, préciser:	
Pour contribuer à un ralentissement significatif du recours à l'automobile, des actions telles que: limitation de l'habitat diffus, particulièrement en milieu rural, soutien au co-usage des véhicules (plusieurs locataires pour un même vehicule), création de points de rencontre entre les différents modes de déplacements (pédestre, vélo, train, bus, taxis...)									

85	**Votre commune dispose-t-elle de pistes cyclables sécurisées, à savoir : à chaussée séparée ?**								
OUI		**NON**		nsp		EPCI:		Pays ou autre, préciser:	

86	**La commune a-t-elle mis en place des espaces de stationnement pour les vélos à tous les endroits importants de la communes (mairie, cinéma, parcs de loisirs, salle de sport, salle communale…) ?**								
OUI		**NON**		nsp		EPCI:		Pays ou autre, préciser:	

87	**Votre commune a-t-elle adopté un plan climat et/ou un plan de déplacement de ses agents pour limiter les gaz à effet de serre ?**								
OUI		**NON**		nsp		EPCI:		Pays ou autre, préciser:	

Le Plan Climat incite fortement les collectivités territoriales à s'investir dans des Plans Climat Territoriaux (PCT) afin de contribuer à leur échelle, à la réduction des gaz à effet de serre (GES). Le Plan Climat Territorial doit permettre aux collectivités d'identifier sur leur territoire les principales activités responsables d'émissions de GES de façon à réduire leurs d'émissions.	http://www.effet-de-serre.gouv.fr/images/documents/PCT.pdf

Questions que vous auriez souhaité que l'on pose dans le thème environnement:

OUI		**NON**		nsp		EPCI:		Pays ou autre, préciser:	

OUI		**NON**		nsp		EPCI:		Pays ou autre, préciser:	

Thème des citoyennetés

DEMOCRATIE REPRESENTATIVE (information et consultation)

88	**La date de votre Conseil Municipal et son ordre du jour sont-ils affichés au moins une semaine à l'avance et diffusés très largement (panneau d'affichage, journaux locaux et site internet de la mairie) ?**								
OUI		NON		nsp		EPCI:		Pays ou autre, préciser:	
Ce qui implique que la salle où se tient le Conseil Municipal est adaptée et accueillante pour le public									

89	**Votre maire donne-t-il (elle) effectivement la possibilité aux citoyens de poser des questions lors du Conseil Municipal ?**								
OUI		NON		nsp		EPCI:		Pays ou autre, préciser:	
La séance des questions est un outil pour préciser des choix, mais c'est aussi une prise en compte de points de vue parfois fort intéressants.									

90	**Votre Maire diffuse-t-il (elle) largement les comptes rendus des conseils municipaux (journaux, site internet, lieux publics comme médiathèque..)?**								
OUI		NON		nsp		EPCI:		Pays ou autre, préciser:	
Il existe un réseau « agir pour un internet citoyen »								www.villes-internet.net	

91	**Votre commune organise-t-elle tous les ans des journées d'accueils des nouveaux arrivants ?**								
OUI		NON		nsp		EPCI:		Pays ou autre, préciser:	
Exemple : La ville de Hennebont									

92	**Dans votre commune, y a-t-il un élu en charge de la vie associative ?**								
OUI		NON		nsp		EPCI:		Pays ou autre, préciser:	
La vie associative permet l'emploi, la reconnaissance des acquis pour les bénévoles.									

93	**Dans votre commune, toutes les associations qui respectent les valeurs républicaines et la transparence financière, bénéficient-elles d'une aide (subvention, aide en matériel ou en personnel) ?**								
OUI		NON		nsp		EPCI:		Pays ou autre, préciser:	

94	**Votre commune organise-t-elle un forum annuel des associations et une rencontre élus-associations à ce moment-là ?**								
OUI		NON		nsp		EPCI:		Pays ou autre, préciser:	
C'est l'occasion d'un partenariat mairie-associations et d'un moment très convivial.									

95	**La commune permet-elle une information très large pour la vie associative : panneau affichage, pages dans le bulletin municipal, site internet de la mairie s'il existe?**								
OUI		NON		nsp		EPCI:		Pays ou autre, préciser:	
Là aussi les bénévoles gagnent à pouvoir se former à ces outils de communication.									

96	**Votre conseil municipal respecte-t-il la règle de la parité hommes / femmes en son sein ?**								
OUI		NON		nsp		EPCI:		Pays ou autre, préciser:	
Ceci est une obligation légale y compris au sein du bureau depuis janvier 2007.									

97	**Votre Maire n'a-t-il (elle) qu'un seul mandat électif ? (il n'est pas compté le mandat communautaire).**								
OUI		NON		nsp		EPCI:		Pays ou autre, préciser:	
Ceci est un choix, auquel nous sommes attentifs. Un maire très présent peut impulser une plus grande participation citoyenne.									

DEMOCRATIE PARTICIPATIVE (concertation)

98	**Les élus animent-ils, en présence des techniciens concernés, des commissions extra-communales où la participation et l'avis des acteurs économiques, associations et des citoyens concernés est recherché ?**								
OUI		NON		nsp		EPCI:		Pays ou autre, préciser:	
Il est bien sûr précieux que chaque élu anime une commission de sa compétence, où les techniciens concernés sont présents pour des échanges fructueux entre institution et citoyens, pour une élaboration d'actions à mener. Les agents de la commune doivent également être associés aux processus de démocratie participative.									

99	**Votre commune a-t-elle mis en place un système de conseil de quartier ou conseil de village ?**								
OUI		NON		nsp		EPCI:		Pays ou autre, préciser:	
La mise en place d'un espace pour les citoyens leur permet l'appropriation du développement local. *Exemple rural : Le Conseil Citoyen de Lanvallon Plouha est un espace de concertation et de co-construction entre les élus, les citoyens, les acteurs socio économiques pour le développement local.* *Exemple Urbain : La ville de Lanester a mis en place des conseils de quartiers.* En savoir plus :									www.participation-locale.fr www.conseil-citoyen.org

100	**Votre commune mène-t-elle régulièrement des consultations publiques afin de connaître l'opinion de ses habitants sur des projets de territoire ?**								
OUI		NON		nsp		EPCI:		Pays ou autre, préciser:	
Adels est l'association de référence pour la démocratie participative et le développement local !									www.adels.org

102	**Votre commune a-t-elle un Conseil de Jeunes (16-20 ans) et/ou un Conseil d'Enfants ?**								
OUI		NON		nsp		EPCI:		Pays ou autre, préciser:	
Exemple: Guimaëc - Conseil municipal de jeunes									www.anacej.asso.fr

103	**Votre commune a-t-elle mis en place des réunions régulières de concertation entre les associations pour planifier les animations, les prêts de salles, l'information, mutualiser, réfléchir sur le bénévolat, ….etc ?**								
OUI		NON		nsp		EPCI:		Pays ou autre, préciser:	
En savoir plus :									www.espace.benevolat.fr www.place-publique.fr

104	**Votre commune soutient-elle financièrement ou matériellement des formations destinées aux associations ?**								
OUI		NON		nsp		EPCI:		Pays ou autre, préciser:	
Les Délégués Départementaux à la Vie Associative sont là pour la dynamiser. Mais il est mieux que ce soit aussi une politique locale. *Exemple: RESAM, sur Pays de Morlaix qui propose des formations délocalisées pour les bénévoles associatifs.*									www.associations.gouv.fr

105	**La commune a-t-elle un plan de formation à la conduite de réunions pour tous, élus, agents de l'administration, élus d'associations, citoyens ?**								
OUI		NON		nsp		EPCI:		Pays ou autre, préciser:	
Se réunir, trouver des objectifs communs, débattre, écouter, reformuler, trouver un consensus, des étapes, …tout un programme!									

106	**Votre commune fait-elle connaître et applique-t-elle la Charte de la concertation de 1996 ?**	
OUI	**NON** **nsp** EPCI: Pays ou autre, préciser:	
La charte de la concertation a pour objectif : 1. de promouvoir la participation des citoyens aux projets qui les concernent, par l'information la plus complète, l'écoute de leurs attentes ou de leurs craintes, l'échange et le débat ; 2. d'améliorer le contenu des projets et faciliter leur réalisation en y associant, dès l'origine, aux côtés du maître d'ouvrage, le plus grand nombre possible d'acteurs concernés ; 3. de fournir aux différents partenaires les éléments d'un code de bonne conduite définissant l'esprit qui doit animer la concertation et les conditions nécessaires à son bon déroulement.		http://www.areneidf.org/territoires/charte.html

DEMOCRATIE CITOYENNE ET DEVELOPPEMENT DURABLE (co-construction)

107	**La commune a-t-elle mis en place un temps de formation au développement durable pour tous les élus ?**	
OUI	**NON** **nsp** EPCI: Pays ou autre, préciser:	
Il est vital que les élus soit formés ensemble au développement durable pour qu'ils disposent d'une culture commune.		www.comité21.org

108	**La commune a-t-elle un programme de formation pour les agents de la collectivité territoriale au développement durable ?**	
OUI	**NON** **nsp** EPCI: Pays ou autre, préciser:	
Exemple : Le Conseil Général du Finistère a organisé des formations au développement durable pour l'ensemble de ses agents.		www.comité21.org

109	**La commune encourage-t-elle les actions de sensibilisation et de formation au développement durable pour tous ?**	
OUI	**NON** **nsp** EPCI: Pays ou autre, préciser:	
Il existe de multiples actions d'envergure nationale qui peuvent donner lieu à un événement local (quinzaine du commerce équitable, printemps bio, semaine du développement durable, salon eco-bio-équitable, et bien sûr les conférences films documentaires, soirées Café à thème …etc. Le site Agora21 est très documenté avec des textes des Nations Unies sur l'agenda 21.		www.agora21.org

110	**La commune mène-t-elle des actions de sensibilisation au Développement Durable en milieu scolaire ?**							
OUI		NON		nsp		EPCI:		Pays ou autre, préciser:	
Actions menées par la commune directement ou soutien aux associations d'éducation à l'environnement *Exemples: financements de programmes éducatifs; participation au comité de pilotage d'un projet Eco-école.*									

111	**La commune s'est-elle engagée dans un Agenda 21 ?**							
OUI		NON		nsp		EPCI:		Pays ou autre, préciser:	
L'état français vise 500 agendas 21 pour 2008. Exemple de la Communauté de Communes de Lanvollon Plouha								www.agenda21france.fr

112	**Votre commune a-t-elle un adjoint en charge du développement durable et de cet agenda 21 ?**							
OUI		NON		nsp		EPCI:		Pays ou autre, préciser:	
Une démarche transversale et globale est nécessaire pour mener à bien une dynamique de développement durable sur votre commune. L'existence d'un adjoint spécifiquement en charge de cette thématique est un garant de cette approche globale et décloisonnée.								www.association4d.org

113	**Votre commune a-t-elle un budget participatif ?**							
OUI		NON		nsp		EPCI:		Pays ou autre, préciser:	
Un budget participatif est un budget annuel d'une collectivité ou d'un Etat qui a été préparé en commun avec des citoyens concernés. Le budget participatif est un instrument de démocratisation de la gestion publique et promeut la décentralisation des décisions politiques et économiques. *Exemple : La ville de Porte Allegre au Brésil fonctionne avec ce type de budget depuis plusieurs années, y compris dans les quartiers de favellas.*								www.reseauxcitoyens-st-etienne.org

114	**Votre commune est-elle adhérente à un réseau de promotion du développement durable et solidaire ?**							
OUI		NON		nsp		EPCI:		Pays ou autre, préciser:	
Ces réseaux existent du régional au mondial. C'est un processus collaboratif pour une gouvernance du monde respectueuse des humains et de la planète.								
							Réseau breton…..:	http://www.bruded.org
							Réseau national thématique…..:	http://www.villes-cyclables.org
							Réseau international…..:	www.iclei.org

Questions que vous auriez souhaité que l'on pose dans le thème citoyennetés :

OUI		NON		nsp		EPCI:		Pays ou autre, préciser:	

OUI		NON		nsp		EPCI:		Pays ou autre, préciser:	

Numéro de la question	**Remarques et suggestions**

Autres remarques:

Signatures des représentantes et représentants

Commune

Fonction: .....
Nom, prénom: .....
Téléphone: .....
Courriel: .....
date: .....

signature:

Société civile

Nom, prénom : .....
Publication sur le site * : OUI NON
Association : .....
Adresse postale : .....
.....
Téléphone: .....
Courriel : .....
date:

signature:

Nom, prénom : .....
Publication sur le site * : OUI NON
Association : .....
Adresse postale : .....
Publication sur le site * : .....
Téléphone: .....
Courriel : .....
date: .....

signature:

* Barrer la mention inutile: ~~OUI~~ si vous souhaitez que votre nom ne soit pas publié sur le site du Baromètre.